

COMMUNE DU TAMPON



La démocratie par l'information
et la participation des citoyens

EXTRAIT DE PROCES VERBAL
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU LUNDI 14 AVRIL 2008

AFFAIRE N° 36 / 08

**ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME-
PRESCRIPTION DE LA REVISION GENERALE DU POS ET
DU PAZ POUR L'ELABORATION DU PLU**
(Service Foncier)

NOTA /

Le Député-Maire
certifie que le compte-
rendu de cette
délibération a été
affiché à la porte de la
Mairie le

30 AVR. 2008

Date de convocation

le 8 avril 2008

Nombre de membres

- . en exercice : 49
- . présents : 44
- . représentés : 3
- . absents / excusés : 2

**LE DEPUTE -
MAIRE,**


PAYET Paulet
Adjoint au Maire

L'an deux mille huit, le lundi quatorze avril à quatorze heures trente-cinq, les membres du Conseil Municipal de la Commune du Tampon, régulièrement convoqués le huit avril, se sont réunis à la Mairie du Tampon, dans la salle des délibérations, sous la présidence de M. Didier ROBERT, Député-Maire.

Etaient présents : M. Didier ROBERT, M. Paulet PAYET, Mme Jacqueline FARREYROL, M. Gilbert RIVIERE, Mme Gilberte LAURET, M. Josian SOUBAYA SOUNDROM, Mme Nicole PERETTI, M. Joseph VIENNE, Mme Lise-May PAYET, M. Jean-Bernard HOARAU, Mme Nadège SCHNEEBERGER, M. Gilbert TECHER, Mme Béatrice MOREL, Mme Monique GONTHIER, Mme Nathalie BASSIRE, M. Edy PAYET, Mme Eulalie GOULJIAR, M. Michel LI-SHIM-TAN, Mme Reine-Marie PAYET, M. Maurice HOARAU, M. Chandu DEURVEILLER, Mme Nadhira LOCATE, M. Guy SORRES, M. Jean-Pierre GEORGER, Mme Josette CHANG-JUW, M. Camille ENAULT, Mme Marguerite CORRE, M. Alix DAMOUR, Mme Anathalie FUMA, M. Joset MINET, Mme Marie-Josée GINET, M. Nazir PATEL, Mme Suzette PAYET, M. Roland K/BIDI, Mme Nathalie LAFONG, Mme Rose-Méry ETHEVE, M. Jean-Jacques VLODY, Mme Colette FONTAINE, M. Paul CAZAL, Mme Isabelle MUSSO, Mme Lucie MAILLOT, M. Urland LEBON, Mme Antonine ROBERT, M. Harry MALET

Etaient représentés : Mme Frédérique LEBON, Mme Annie HOARAU, M. Baptiste PAYET

Etaient absents / excusés : M. Christian BOYER, M. José CADET

Les membres présents formant la majorité de ceux en exercice, le Président ouvre la séance. Conformément à l'article 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'Assemblée procède à la nomination du Secrétaire de séance. A l'unanimité, Monsieur Gilbert René RIVIERE a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1311-1 et suivants,

VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L. 123-1 à L. 123-18, L. 300-2, R 123-1 et suivants,

VU la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU),

VU la loi n°2003-590 du 02 juillet 2003 « Urbanisme et habitat »,

VU la délibération du Conseil municipal du 16 janvier 1998 approuvant le Plan d'Aménagement de la Zone en vigueur de la ZAC Paul Badré,

VU la délibération du conseil municipal du 27 mars 2002 approuvant le POS actuellement en vigueur sur la Commune du Tampon,

CONSIDERANT que la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et Renouvellement urbain (SRU) a modifié en profondeur les documents d'urbanisme, notamment à l'échelle communale en remplaçant le Plan d'Occupation des Sols (POS) par le Plan Local d'Urbanisme (PLU).

CONSIDERANT que la loi du 02 juillet 2003 « Urbanisme Habitat » a quant à elle affirmé l'objectif politique du PADD qui doit exprimer les orientations d'aménagements et d'urbanisme retenues par la Commune,

CONSIDERANT que l'élaboration d'un PLU a donc pour objectif de garantir une mise en cohérence des différentes politiques sectorielles engagées par la collectivité afin de permettre l'expression d'un projet de territoire global et cohérent,

CONSIDERANT que la collectivité a mené plusieurs études sur des thèmes majeurs (habitat, déplacements, eau potable, environnement, agriculture, ...) afin d'identifier des axes d'intervention prioritaires, ce qui a permis l'élaboration de documents et schémas directeurs pour la définition d'axes d'orientations stratégiques,

CONSIDERANT que conformément aux dispositions de l'article L. 123-6 et L. 300-2 du Code de l'urbanisme, la délibération prescrivant la révision d'un Plan Local d'Urbanisme doit préciser les modalités de concertation associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées, pendant toute la durée de l'élaboration du projet,

CONSIDERANT que la concertation proposée serait la suivante :

- mise à disposition d'un registre destiné à recueillir les observations pendant toute la durée de l'élaboration du projet,
- informations concernant le lancement de la procédure et les modalités de concertation dans le journal municipal et le site Internet de la Commune,
- organisation d'une réunion publique d'information et de concertation à la mairie du centre ville et dans les mairies annexes de la commune pour garantir la concertation du public dans l'ensemble des quartiers,
- présentation par affichage en mairie centrale et mairies annexes des éléments techniques au fur et à mesure de leur réalisation,
- mise en place de toute autre modalité de concertation et d'information que la Commune jugerait utile tout au long de la procédure de révision générale,

CONSIDERANT que le Conseil municipal doit délibérer sur la mise en révision générale du POS et du PAZ en vue de l'élaboration d'un PLU,

Le Conseil Municipal,
réuni le 14 avril 2008 à l'Hôtel de Ville, le quorum étant atteint,

ENTENDU l'exposé de Monsieur le Député-Maire,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents et représentés,

A DECIDE

- ARTICLE 1 :** de prescrire la révision générale du POS sur l'ensemble du territoire communal conformément à la réglementation en vigueur,
- ARTICLE 2 :** d'approuver le dispositif de concertation pendant toute la durée de l'élaboration du projet de révision, selon les modalités ci-dessus présentées,
- ARTICLE 3 :** de solliciter l'Etat, conformément à l'article L.121-7 du Code de l'urbanisme, afin qu'une dotation soit allouée à la Commune pour compenser les dépenses nécessaires à la révision du PLU dans les conditions définies aux articles L.1614-1 et 1614-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- ARTICLE 4 :** de procéder à l'affichage en mairie de la présente délibération pendant un mois, à l'insertion d'une mention en caractères apparent dans un journal local du département et à la publication de la présente délibération au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.2120-10 du Code Général des Collectivités Territoriales conformément à l'article R.123 -25 du Code de l'Urbanisme,

ARTICLE 5 : de notifier la présente délibération au Préfet, au Président du Conseil Régional, à la Présidente du Conseil Général, aux Présidents des trois chambres consulaires, au Président de la Communauté de Communes du Sud, au Président de la structure chargée de l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale et à l'organisme de gestion du Parc National de la Réunion conformément aux articles L. 123-6, L. 121-4 et L.122-2 du Code de l'urbanisme,

ARTICLE 6 : d'inscrire les crédits nécessaires au budget de l'exercice,

ARTICLE 7 : En vertu des articles L 2122-21 et L 2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Député-Maire, ou un Adjoint délégué par lui, est habilité à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.



**POUR EXTRAIT CONFORME,
LE DEPUTE-MAIRE,**




PAYET Payet
Adjoint au Maire

